ELECTIONS LEGISLATIVES DU 23 NOVEMBRE 1958

8me CIRCONSCRIPTION DE LA SEINE-MARITIME

UNION POUR LA NOUVELLE RÉPUBLIQUE



ROGER FOSSÉ

Ancien Déporté Résistant à Buchenwald

Remplaçant éventuel : **ROGER FÉRON**

Electrices, Electeurs,

Au référendum du 28 septembre, vous avez, par un vote massif, approuvé les institutions de la Nouvelle République, que vous présentait le gouvernement du général de Gaulle.

Mais l'œuvre entreprise par le général de Gaulle est loin d'être terminée. Pour qu'elle soit menée à bien, il faut que les nouvelles institutions fonctionnent avec un esprit nouveau et des hommes nouveaux.

Les hommes de l'ancien système et des anciens partis qui ont attendu jusqu'à la veille de la catastrophe pour laisser la place au général de Gaulle ne méritent plus votre confiance.

Au sein de l'Union pour la Nouvelle République se sont regroupés tous ceux qui, sans défaillance depuis onze ans, n'ont cessé de réclamer le retour au pouvoir du Libérateur et la fin de l'ancien système.

Dans sa conférence de presse du 23 octobre, le général de Gaulle les a ainsi désignés : « *...ceux qui m'ont toujours montré un amical dévouement à travers toutes les vicissitudes* ».

VOUS FEREZ CONFIANCE A CES HOMMES

VOUS LES ENVERREZ SIEGER A L'ASSEMBLEE NATIONALE

— Parce qu'ils ont vu clair, quand tous les autres s'entêtaient dans leurs solutions à courte vue et leurs combinaisons de couloir.

— Parce qu'ils ont eu raison, en annonçant que la venue au pouvoir du général de Gaulle et le changement de Constitution étaient une condition nécessaire, mais aussi immédiate, du redressement du pays.

— Parce qu'ils représentent l'avenir, la rupture définitive avec un passé de honte et de désastre, la garantie d'une France nouvelle, unie, pacifiée, respectée, heureuse, centre d'une communauté fraternelle de 85 millions d'hommes libres.

ATTENTION !

Le général de Gaulle a mis en garde les futurs parlementaires contre la tentation de déborder les limites du rôle dévolu aux assemblées. Il a demandé à celles-ci :

— de remplir d'une manière objective leurs fonctions législatives ;

— de s'abstenir des surenchères, des prétentions, des agitations partisanes dont trop souvent l'exemple fut donné.

« Alors, a-t-il dit, *les pouvoirs de l'Etat fonctionneront dans l'équilibre, la stabilité, l'efficacité et la nation s'intéressera aux libres débats de ses représentants* ».

Les hommes du système voudront en revenir aux erreurs d'hier. Ils risquent de jeter la République dans une crise nouvelle d'où sortirait l'anarchie ou la dictature.

Les candidats de l'U.N.R. auront les yeux fixés sur demain. Respectueux du rôle que leur assigne la Constitution, ils soutiendront l'action nationale du général de Gaulle pour le redressement du pays.

Ce redressement doit se concrétiser par :

1. La conclusion d'un pacte algérien entre tous les Français, sur les bases indiquées par le général de Gaulle dans le discours de Constantine et la dernière conférence de presse, qui permettront aux Algériens de construire leur avenir avec la France dans la paix retrouvée.

2. L'organisation des pays d'outre-mer au sein de la communauté née du référendum de manière à lui conférer le prestige et l'attrait qui détourneront l'Afrique du neutralisme et permettront sa mise en valeur pour le profit de tous les peuples unis à la France.

3. La poursuite de la réforme de l'Etat par la réorganisation des administrations centrales, le regroupement régional des services techniques, l'ouverture de bureaux de contacts communs à toutes les administrations pour faciliter leurs rapports avec le public.

4. La simplification du jeu des partis politiques par le regroupement des grandes tendances nationales et l'application stricte des dispositions de la Constitution obligeant les formations politiques à respecter la souveraineté nationale et les principes démocratiques.

5. Une politique étrangère faisant de la France, au sein de ses alliances traditionnelles, un partenaire à part entière dont l'indépendance sera respectée et qui poursuivra autour d'elle la construction de l'Europe.

6. Une politique hardie d'expansion économique comportant :
   - le développement prioritaire des ressources modernes d'énergie (pétrole, atome) ;
   - l'aménagement du territoire, gage du plein emploi des ressources et de la renaissance pour les régions sous-équipées ;
   - la modernisation de l'agriculture par l'aide aux investissements ; la garantie du revenu agricole et la stabilité des produits alimentaires par l'organisation des marchés ;
   - l'amélioration des circuits commerciaux de distribution et la possibilité offerte aux petits commerçants de s'organiser de manière compétitive.

7. Une politique financière et monétaire saine impliquant :
   - un équilibre strict du budget ordinaire ;
   - la débudgétisation des investissements ;
   - une révision de la politique des subventions économiques et du crédit ;
   - une discipline sévère de l'émission monétaire préparant le retour à la convertibilité du franc et au libre transfert des capitaux ;
   - **une réforme profonde de la fiscalité par la suppression des taxes de faible rendement et des régimes d'exception et l'établissement de la justice et de l'égalité fiscale ;**

8. Un effort décidé en faveur de la construction des logements, notamment des logements populaires à usage locatif, la rationalisation des méthodes de construction, la lutte contre la spéculation des terrains à bâtir, qui devront permettre de porter à 400.000 le nombre des logements construits par an à partir de 1960.

9. Une politique sociale, inspirée par la justice et l'humanisme et s'orientant vers des objectifs précis qui sont :
   - la promotion des salariés, aussi bien au niveau de l'entreprise par le rôle accru donné aux travailleurs qu'au niveau de l'Etat par la participation des syndicats à l'élaboration, au sein du Conseil économique, doté de pouvoirs accrus d'une véritable politique économique nationale ;
   - la gestion stricte des deniers confiés par les salariés à la Sécurité sociale ;
   - l'organisation plus simple et plus humaine des rapports entre l'Administration et les assurés ;
   - le développement des diverses prestations, notamment de l'assurance « vieillesse », lié à l'essor de la production ;
   - l'aide massive à la jeunesse à qui devra être assuré, une fois la libre éducation achevée, l'emploi et le logement, notamment par la mise au point du plan de salaire garanti préconisé par le général de Gaulle.

10. Des réformes nombreuses dans le domaine de l'enseignement, pour, en respectant le pluralisme traditionnel, redonner à l'éducation civique sa place dans les programmes ; développer l'enseignement technique et en faciliter l'accès sur les titres à de nombreux candidats ; ouvrir l'accès de l'enseignement supérieur aux jeunes issus des milieux ouvriers.

C'est pour réaliser sans défaillance ce programme, que je viens solliciter avec vos suffrages, votre confiance.

Je tiens à vous affirmer que je remplirai le mandat que vous m'aurez confié, dans l'HONNEUR et dans la DIGNITE

Je tiens surtout et avant tout à me tenir près de vous le plus souvent possible et chaque trimestre, aux chefs-lieux des cantons, je promets solennellement de réunir les maires et les conseillers municipaux de chaque commune (à qui des pouvoirs plus étendus devront être donnés) afin de soumettre à leur jugement les votes de l'Assemblée, les tenir au courant des projets à intervenir, et avec leurs conseils éclairés travailler pour le bien de tous pour la grandeur de la France.

Le 23 Novembre : Pour une France plus jeune, plus dynamique, plus humaine.

Votez pour ceux qui ont toujours soutenu de Gaulle.

Votez pour l'UNION pour la NOUVELLE REPUBLIQUE

Votez : Roger FOSSÉ

VU, LE CANDIDAT.

Imprimerie Commerciale - Yvetot - 310768 - Novembre 1958